Ordonnance douanière réglant le trafic postal

du 2 février 1972 (Etat le 11 juin 2002)

Le Conseil fédéral suisse,

vu l'art. 57, al. 3, de la loi fédérale sur les douanes¹ (dénommée ci-après «loi sur les douanes»,

arrête:

I. Généralités

Art. 1 Droit applicable

Sont applicables, sauf dispositions contraires de l'ordonnance douanière réglant le trafic postal:

- a. En ce qui concerne le traitement en douane des envois postaux:
les prescriptions de la législation douanière ainsi que les lois et ordonnances autres que douanières que l'Administration des douanes doit appliquer ou à l'application desquelles elle est tenue de coopérer;
- b.² En ce qui concerne le traitement postal des envois postaux:
les prescriptions de la législation postale, de la convention³ et des arrangements⁴ de l'Union postale universelle, des lois et ordonnances autres que postales que La Poste Suisse doit appliquer ou à l'application desquelles elle est tenue de coopérer.

Art. 2 Portée

¹ L'ordonnance douanière réglant le trafic postal est applicable:

- a.⁵ Dans le trafic postal avec l'étranger: aux colis et envois de la poste aux lettres contenant des marchandises, transportés à travers la frontière;
- b.⁶ Dans le trafic postal interne: aux envois confiés à La Poste Suisse pour être transportés en tant que marchandise sous douane.

RO 1972 341

¹ RS 631.0

² Nouvelle teneur selon le ch. II 36 de l'O du 1^{er} déc. 1997, en vigueur depuis le 1^{er} janv. 1998 (RO 1997 2779).

³ RS 0.783.52

⁴ RS 0.783.522/.525

⁵ Nouvelle teneur selon le ch. I de l'O du 20 mai 1981, en vigueur depuis le 1^{er} oct. 1981 (RO 1981 621).

⁶ Nouvelle teneur selon le ch. II 36 de l'O du 1^{er} déc. 1997, en vigueur depuis le 1^{er} janv. 1998 (RO 1997 2779).

² L'ordonnance n'est applicable aux envois dédouanés, conformément à l'art. 4, al. 2 et 3, que jusqu'au moment où La Poste Suisse a exécuté le contrat de transport.⁷

³ L'ordonnance ne s'applique pas au service postal des voyageurs.

Art. 3⁸ Offices de service

La Poste Suisse et l'Administration des douanes désignent en commun les offices de service douane-poste et poste-douane.

Art. 4 Lieu du traitement douanier

¹ Les dédouanements sont opérés d'office en principe par le bureau de douane (bureau de douane-poste) rattaché à l'office postal d'échange.⁹

² Sont exclus du dédouanement d'office selon l'al. 1:

- a. Les envois adressés à des entrepôts douaniers ou à des transitaires;
- b.¹⁰ Les envois pour lesquels le dédouanement par le destinataire est demandé par une mention appropriée apposée dans les papiers d'accompagnement (colis postaux) ou sur l'envoi (poste aux lettres).

³ L'Administration des douanes peut, pour des raisons de service, ordonner que les envois ne relevant pas de l'al. 2 soient dédouanés par un autre bureau de douane.

Art. 5¹¹ Heures de dédouanement

La Poste Suisse et l'Administration des douanes fixent, d'un commun accord, les heures de dédouanement selon les nécessités du trafic.

Art. 6 Mise sous contrôle douanier.

¹ La Poste Suisse place immédiatement sous contrôle douanier, auprès des bureaux de douane désignés à l'art. 3, les colis et les envois de la poste aux lettres contenant des marchandises.¹²

² La mise sous contrôle douanier a lieu:

- a. Pour les colis: par remise des papiers d'accompagnement au bureau de douane;

⁷ Nouvelle teneur selon le ch. II 36 de l'O du 1^{er} déc. 1997, en vigueur depuis le 1^{er} janv. 1998 (RO **1997** 2779).

⁸ Nouvelle teneur selon le ch. II 36 de l'O du 1^{er} déc. 1997, en vigueur depuis le 1^{er} janv. 1998 (RO **1997** 2779).

⁹ Nouvelle teneur selon le ch. I de l'O du 20 mai 1981, en vigueur depuis le 1^{er} oct. 1981 (RO **1981** 621).

¹⁰ Nouvelle teneur selon le ch. I de l'O du 20 mai 1981, en vigueur depuis le 1^{er} oct. 1981 (RO **1981** 621).

¹¹ Nouvelle teneur selon le ch. II 36 de l'O du 1^{er} déc. 1997, en vigueur depuis le 1^{er} janv. 1998 (RO **1997** 2779).

¹² Nouvelle teneur selon le ch. II 36 de l'O du 1^{er} déc. 1997, en vigueur depuis le 1^{er} janv. 1998 (RO **1997** 2779).

b.¹³ Pour les envois de la poste aux lettres: par remise des envois au bureau de douane.

³ Il est interdit à La Poste Suisse de délivrer des envois qui doivent être mis sous contrôle douanier sans les présenter au préalable à un bureau de douane pour traitement douanier.¹⁴

Art. 7 Exceptions à la mise sous contrôle douanier

¹ Font exception à la mise sous contrôle douanier selon l'art. 6:

- a. A l'importation:
 - aa. Les échantillons du commerce de gros faisant l'objet d'envois de la poste aux lettres de 1 kg brut au maximum;
 - bb. Les photographies de presse adressées à des agences spécialisées ou à des rédactions de journaux;
 - cc. Les journaux.
- b. A l'exportation:

les envois de la poste aux lettres pour lesquels l'art. 14, al. 3, ne prescrit pas de déclaration d'exportation.
- c. Dans le transit direct:

les envois remis à la poste à l'étranger et adressés à un lieu de destination à l'étranger.

² L'Administration des douanes peut exempter de la mise sous contrôle douanier d'autres envois de valeur minimale ou grevés d'un droit de douane insignifiant.

Art. 8 Etablissement de l'acquit de douane; perception des droits

¹ Le bureau de douane établit l'acquit de douane prévu pour le genre de dédouanement entrant en ligne de compte.

² La Poste Suisse encaisse les redevances lors de la remise de l'envoi et du titre de douane au destinataire.¹⁵

³ Elle verse les redevances à la Direction générale des douanes selon les modalités stipulées dans un accord spécial.¹⁶

¹³ Nouvelle teneur selon le ch. I de l'O du 20 mai 1981, en vigueur depuis le 1^{er} oct. 1981 (RO 1981 621).

¹⁴ Nouvelle teneur selon le ch. II 36 de l'O du 1^{er} déc. 1997, en vigueur depuis le 1^{er} janv. 1998 (RO 1997 2779).

¹⁵ Nouvelle teneur selon le ch. II 36 de l'O du 1^{er} déc. 1997, en vigueur depuis le 1^{er} janv. 1998 (RO 1997 2779).

¹⁶ Nouvelle teneur selon le ch. II 36 de l'O du 1^{er} déc. 1997, en vigueur depuis le 1^{er} janv. 1998 (RO 1997 2779).

Art. 9 Taxe de présentation à la douane¹⁷

¹ Sur les envois grevés d'une redevance, La Poste Suisse perçoit une taxe de présentation à la douane:¹⁸

- a. Colis postaux: par colis;
- b. Poste aux lettres: par quittance.

² Sont exempts de la taxe de présentation à la douane:¹⁹

- a. Les envois exempts de redevances;
- b. Les envois qui ne sont pas dédouanés d'office.

Art. 10²⁰ Taxe de commission

La Poste Suisse perçoit une taxe de commission pour les envois à l'importation faisant l'objet d'un bulletin d'affranchissement.

Art. 11 Droit de contrôle de l'Administration des douanes

Les services de l'Administration des douanes sont habilités à consulter les listes de colis soumis à la douane par La Poste Suisse.²¹ Ils peuvent après avis aux fonctionnaires dirigeants de l'office postal et en présence de personnel postal, exécuter des contrôles dans les locaux postaux et demander par écrit que la poste leur livre les envois suspects. Le secret postal doit être sauvegardé au mieux.

Art. 12 Avis concernant les envois retenus ou faisant l'objet d'une contestation

Le bureau de douane annonce à la poste les envois qui ne peuvent être dédouanés ou qui font l'objet d'une contestation pour un motif quelconque. La poste communique le motif de l'empêchement à l'office de dépôt ou à l'office de destination.

Art. 13²² Responsabilité de l'Administration des douanes

Lorsqu'il est établi que des envois ont été égarés, endommagés ou détériorés au bureau de douane et que le dommage est dû à un acte officiel contraire aux règlements, l'Administration des douanes est responsable envers La Poste Suisse, au même titre que celle-ci est responsable envers l'ayant droit.

¹⁷ Nouvelle teneur selon le ch. I de l'O du 20 mai 1981, en vigueur depuis le 1^{er} oct. 1981 (RO 1981 621).

¹⁸ Nouvelle teneur selon le ch. II 36 de l'O du 1^{er} déc. 1997, en vigueur depuis le 1^{er} janv. 1998 (RO 1997 2779).

¹⁹ Nouvelle teneur selon le ch. I de l'O du 20 mai 1981, en vigueur depuis le 1^{er} oct. 1981 (RO 1981 621).

²⁰ Nouvelle teneur selon le ch. II 36 de l'O du 1^{er} déc. 1997, en vigueur depuis le 1^{er} janv. 1998 (RO 1997 2779).

²¹ Nouvelle teneur selon le ch. II 36 de l'O du 1^{er} déc. 1997, en vigueur depuis le 1^{er} janv. 1998 (RO 1997 2779).

²² Nouvelle teneur selon le ch. II 36 de l'O du 1^{er} déc. 1997, en vigueur depuis le 1^{er} janv. 1998 (RO 1997 2779).

II. Dispositions concernant les opérations douanières

Art. 14 Assujettissement au contrôle douanier

¹ Est assujetti au contrôle douanier l'expéditeur ou, s'il est en défaut, La Poste Suisse (art. 29, al. 2, de la LF du 1^{er} oct. 1925 sur les douanes).²³

² Les colis doivent être accompagnés d'une déclaration en douane; les envois de la poste aux lettres contenant des marchandises doivent être accompagnés d'une déclaration en douane ou être munis d'une étiquette douanière.²⁴

³ Dans le trafic de la poste aux lettres, une déclaration d'exportation n'est pas exigée pour les envois dont la valeur ne dépasse pas 700 francs.²⁵

Art. 15 Manière de procéder lorsque la déclaration en douane est insuffisante

¹ Les envois pour lesquels la déclaration en douane n'est pas remplie conformément aux prescriptions, contient des données insuffisantes, équivoques ou non conformes au tarif, ou est rédigée dans une langue inconnue du bureau de douane, de même que les envois dont le conditionnement ne permet pas de procéder à la vérification, sont traités de l'une des manières suivantes, selon les particularités du cas:

- a. Le dédouanement a lieu au taux le plus élevé entrant en ligne de compte suivant la nature de la marchandise (art. 24 de la LF du 1^{er} oct. 1925 sur les douanes). Lorsqu'un colis contient diverses marchandises passibles de taux différents et que les indications de poids séparées par genre de marchandises font défaut, le droit de douane se calcule sur la base du poids total, au taux applicable à la marchandise la plus imposée.
- b. L'envoi est dédouané d'après le résultat de la vérification et moyennant perception des émoluments prévus dans l'ordonnance du 10 septembre 1965²⁶ concernant les taxes spéciales, à la perception desquelles l'exécution des prescriptions douanières peut donner lieu.
- c. Le dédouanement est ajourné et la déclaration en douane est restituée pour être complétée par l'expéditeur.

² Le bureau de douane statue dans chaque cas d'espèce sur la manière de procéder.

²³ Nouvelle teneur selon le ch. II 36 de l'O du 1^{er} déc. 1997, en vigueur depuis le 1^{er} janv. 1998 (RO **1997** 2779).

²⁴ Nouvelle teneur selon le ch. I de l'O du 20 mai 1981, en vigueur depuis le 1^{er} oct. 1981 (RO **1981** 621).

²⁵ Nouvelle teneur selon le ch. I de l'O du 24 avril 2002, en vigueur depuis le 1^{er} juin 2002 (RO **2002** 1366).

²⁶ [RO **1965** 838, **1972** 2911, **1974** 2124, **1982** 203. RO **1984** 960 art. 6 al. 1]. Actuellement «dans l'O du 22 août 1984 sur les taxes de l'administration des douanes» (RS **631.152.1**).

Art. 16 Remise des envois en vue de la vérification

La Poste Suisse remet au bureau de douane les envois que celui-ci réclame en vue de la vérification.²⁷ L'ouverture et le remballage des envois incombent au bureau de douane.

Art. 17 Trafic sous acquit-à-caution

¹ Les envois mentionnés à l'article 4, 2^e et 3^e alinéas, sont dédouanés sous acquit-à-caution.

² L'Administration des douanes peut simplifier le régime qui est prévu à l'art. 41 de la loi fédérale du 1^{er} octobre 1925 sur les douanes.

Art. 18 Trafic sous prise en note

¹ Le dédouanement sous prise en note et la décharge de la prise en note sont demandés par l'expéditeur au moyen des formules prévues à cet effet. Le bulletin d'expédition doit porter une mention relative au dédouanement sous prise en note ou à la décharge de la prise en note.

² Les envois de la poste aux lettres sont exclus du dédouanement sous prise en note.²⁸

³ Les décharges partielles de prises en note sont interdites.

⁴ Les émoluments prévus dans l'ordonnance du 10 septembre 1965²⁹ concernant les taxes spéciales, à la perception desquelles l'exécution des prescriptions douanières peut donner lieu, sont perçus pour les dédouanements sous prise en note.

Art. 19 Annulation des droits

¹ A la demande de La Poste Suisse, l'annulation des redevances lui est accordée pour les envois qui, sans avoir quitté son contrôle officiel, sont réexportés ou sont détruits par une cause fortuite, par la force majeure ou sur l'ordre de l'autorité.³⁰

² Les émoluments pour prestations spéciales grevant l'envoi restent dus.

²⁷ Nouvelle teneur selon le ch. II 36 de l'O du 1^{er} déc. 1997, en vigueur depuis le 1^{er} janv. 1998 (RO 1997 2779).

²⁸ Nouvelle teneur selon le ch. I de l'O du 20 mai 1981, en vigueur depuis le 1^{er} oct. 1981 (RO 1981 621).

²⁹ [RO 1965 838, 1972 2911, 1974 2124, 1982 203. RO 1984 960 art. 6 al. 1]. Actuellement «dans l'O du 22 août 1984 sur les taxes de l'administration des douanes» (RS 631.152.1).

³⁰ Nouvelle teneur selon le ch. II 36 de l'O du 1^{er} déc. 1997, en vigueur depuis le 1^{er} janv. 1998 (RO 1997 2779).

III. Recours

Art. 20³¹ Généralités

Les recours concernant des décisions de La Poste Suisse ou de la douane sont traités conformément à la législation douanière ou à celle qu'applique La Poste Suisse.

Art. 21 Recours formés au moment de la présentation de l'envoi

Le destinataire qui forme un recours au moment où l'envoi lui est présenté peut en refuser l'acceptation et le laisser en magasinage à La Poste Suisse pour une durée maximale d'un mois.³² Le recours doit être adressé à la direction d'arrondissement des douanes ou au bureau de douane qui a procédé au dédouanement, à l'attention de la direction d'arrondissement. Si une erreur du bureau de douane est à l'origine du recours, le magasinage et le transport de l'envoi jusqu'au bureau de douane et retour à la poste est gratuit.

IV. Entrée en vigueur

Art. 22

La présente ordonnance entre en vigueur le 1^{er} mai 1972.

³¹ Nouvelle teneur selon le ch. II 36 de l'O du 1^{er} déc. 1997, en vigueur depuis le 1^{er} janv. 1998 (RO **1997** 2779).

³² Nouvelle teneur selon le ch. II 36 de l'O du 1^{er} déc. 1997, en vigueur depuis le 1^{er} janv. 1998 (RO **1997** 2779).